

Vous payez par carte de crédit ? Non, avec mon portable !

Les opérateurs de téléphonie mobile et les experts de cette industrie estiment que le paiement par téléphone portable, aussi appelé paiement mobile ou M-paiement, deviendra d'ici peu le meilleur moyen de fonctionner dans une société qui n'utiliserait plus d'argent liquide.

Le principe du paiement mobile est d'installer un compte bancaire dans une carte SIM et d'effectuer des paiements par le biais de la technologie NFC, aussi appelée communication en champs proche¹, ou de transférer des fonds par SMS. Les utilisateurs peuvent convertir de l'argent liquide en argent électronique (et inversement) auprès de n'importe quel commerce de proximité équipé à cette fin. Dès lors qu'ils sont dans une zone de réception GSM, les utilisateurs peuvent alors, instantanément, utiliser les fonds sur leurs comptes portables. Les informations sur les transactions sont transmises, en même temps, à leurs opérateurs téléphoniques ou à leurs banques.

Une étude de la fondation Bill & Melinda Gates confirme la sécurité de ce type de paiement : *« grâce à ce système d'échange d'information en temps réel, les utilisateurs et les organismes de gestion (du paiement mobile) n'ont pas à craindre qu'un commerçant parte avec leurs économies car les boutiques doivent acheter à l'avance les crédits auprès de la banque ou de l'opérateur de téléphonie mobile. Ainsi, l'argent liquide échangé entre l'utilisateur et le commerçant est immédiatement compensé par un transfert de fonds dans le sens opposé entre le compte de l'utilisateur et celui du commerçant »*².

¹ La communication en champ proche (Near Field Communication), usuellement appelée NFC, est une technologie de communication sans-fil à courte portée et haute fréquence, permettant l'échange d'informations entre des périphériques jusqu'à une distance d'environ 10 cm.

² "Scaling mobile money", Ignacio Mas and Dan Radcliffe, Bill & Melinda Gates Foundation,

En Europe, le développement du paiement mobile est lent. La GSM Association, qui représente 850 opérateurs de téléphonie mobile à travers 218 pays du monde, et l'EPC (Conseil européen des paiements), qui rassemble 8000 banques au sein de l'Union Européenne et de la Suisse, ont débuté une collaboration dès 2008 dans le but de favoriser la mise en place de services permettant aux utilisateurs de payer leurs achats en utilisant leur téléphone portable. Ces organisations ont rédigé un cahier des charges sur les services devant être fournis par l'opérateur et le commerçant ainsi qu'une procédure de certification des terminaux de paiement dans le but de favoriser le développement du paiement mobile.

Depuis quelques années, le M-paiement rencontre un vif succès dans plusieurs pays émergents, notamment en Afrique. Selon un rapport des Nations-Unies et des chiffres avancés par la Banque Mondiale, en 2009, 350 millions d'africains possédaient un téléphone portable alors que seuls 20% des ménages avaient accès à des services de banque. Ce taux descend même à 5% dans certains pays. Le paiement mobile apparaît dès lors comme le moyen idéal pour compenser l'absence de banques dans ces régions.

Les opérateurs de téléphonie mobile ont investi le marché du paiement mobile et concurrence maintenant les banques. Deux types de services sont proposés :

- Une offre orientée Mobile : l'opérateur de téléphonie mobile dirige l'ensemble du processus de transfert de fonds en créant et en contrôlant les comptes bancaires
- Une offre dirigée par les Banques : l'opérateur de téléphonie mobile et

l'établissement de crédit s'associent pour présenter un service où la banque est responsable de la création et de la gestion des comptes bancaires alors que l'opérateur gère le transfert des données.

L'ouverture d'un compte bancaire sur son téléphone portable est simple et rapide. Elle se fait auprès d'un agent agréé sur présentation de son portable, d'une pièce d'identité et d'une somme d'argent à déposer sur son compte.

En raison des ressources financières de la population dans ces régions, les montants transférés sont, en général, faibles mais le volume total des transferts peut s'avérer très importants. Ainsi, au sein de M-Pesa, le leader dans la fourniture de services bancaires sur mobile au Kenya, le montant moyen des transactions est inférieur à 40 dollars mais le volume global des fonds transférés quotidiennement avoisine les 8,5 millions de dollars.

Cette société, qui a commencé comme opérateur de services bancaires mobile avant de devenir une des plus grandes compagnies africaines, illustre bien le succès du paiement mobile. Depuis son lancement en mars 2007, M-Pesa a attiré 11,9 millions d'utilisateurs (ce qui représente 54% de la population du Kenya) et procède à plus de transactions intérieures que Western Union.

Après avoir conforté sa place sur le marché Kenyan, M-Pesa cherche à présent à s'implanter en Tanzanie et en Afghanistan. La société sud-africaine MTN, qui est un autre acteur incontournable sur le marché de la fourniture de services bancaires mobiles, a également étendu ses services à 20 autres pays africains dont l'Ouganda, le Nigéria, le Cameroun et la Côte d'Ivoire.

Le paiement mobile a véritablement révolutionné le marché bancaire en Afrique. Par exemple, la banque Wizzit, qui a été créée en 2004 et qui n'est accessible que par le biais d'un téléphone portable, a déjà conquis plus de 50.000 consommateurs en Afrique du Sud. Ces derniers reçoivent une carte de débit Maestro, acceptées par les guichets automatiques et les

vendeurs et ils peuvent demander à leurs employeurs que leurs salaires soient versés directement sur leur compte Wizzit. Il n'y a pas de niveau minimal de fonds exigé sur le compte ni de prélèvements annuels pour les frais de fonctionnement du compte. En revanche, chaque transaction est facturée entre 0,15 et 0,78 dollar.

Certains opérateurs de téléphonie mobile européens ont décidé d'investir le marché du paiement mobile en Afrique. Ainsi, le groupe Orange propose son offre de paiement mobile « Orange Money » dans plusieurs pays en Afrique.

Face à la forte expansion des services bancaires mobiles, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (GIM-UEMOA) a créé une plateforme, composée d'opérateurs de la région de l'Ouest de l'Afrique et de plus de 80 banques, qui a pour but de participer à l'amélioration de la qualité des services proposés et de garantir la sécurité et la bonne organisation de ce secteur.

Le paiement mobile est un secteur d'investissement intéressant, en particulier pour les banques et les opérateurs de téléphonie mobile. Grâce à sa large diffusion, le m-paiement est devenu un moyen efficace pour proposer la fourniture de services financiers supplémentaires auprès des ménages à faible revenu. Ainsi, M-Pesa a élargi ses offres de services en s'associant avec des banques, des compagnies d'utilité publique, des employeurs et des institutions gouvernementales. En mai 2010, Equity Bank et M-Pesa ont annoncé la création d'une nouvelle structure en joint-venture, M-Kesho, ce qui permet aux clients de M-Pesa de transférer leurs économies depuis leurs comptes mobiles M-Pesa vers un compte bancaire Equity Bank. M-Kesho permet à ses clients de bénéficier de services d'épargne sur des comptes produisant des intérêts bien que leurs taux soient relativement faibles (0,5 à 3% par an).

Les bienfaits apportés par l'essor du téléphone portable restent, malheureusement, limités à certains pays. Alors que le Kenya, l'Afrique du Sud et les pays du Nord du continent africain

bénéficient d'un taux de pénétration du mobile proches des 100%, dans d'autres pays, comme le Burundi, l'Erythrée, la République Centrafricaine et le Rwanda, ce taux ne dépasse pas les 30%, ce qui ne permet pas le développement du paiement mobile dans ces régions.

La Fondation Bill & Melinda Gates et la GSM Association ont financé le projet Argent Mobile pour les Sans-banques (MMU – Mobile Money for the Unbanked). Cette organisation vient en aide aux pays émergents en participant au développement du service bancaire mobile. Cette Fondation a donné 12,5 millions de dollars au MMU et participe à 20 projets en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Leur objectif est de permettre à 20 millions de personnes n'ayant pas de compte en banque d'accéder à des services de paiement mobile, d'ici 2012. Mark Suzman, le Président du Programme de développement global au sein de la Fondation, explique que *« rendre des services financiers facilement accessibles aux familles les plus pauvres au sein des pays émergents permettrait de briser le cercle de la pauvreté en donnant à ces familles les moyens d'épargner en toute sécurité, tout en leur permettant de faire fructifier leurs économies et de pouvoir subvenir aux besoins de la génération suivante »*.

Au final, le paiement mobile s'avère être une intéressante source de revenu pour les investisseurs, comme le montre l'exemple de la société M-Pesa, ainsi qu'un moyen pour

venir en aide aux pays en développement. Il s'avère également un futur marché à développer pour l'Europe.

Le M-paiement sera un des sujets développés lors d'une conférence préparée par le cabinet Ichay & Mullenex lors de l'Africa Telecom Forum qui se tient du 17 au 19 mars 2011 à Marakesh. Diane Mullenex animera une conférence intitulée *« Convergence des contenus et des services (M-paiement, TV et Jeux sur Mobile, etc.) : Contraintes juridiques et réglementaires associées aux nouveaux business modèles »*.

16 Novembre 2010

Une synthèse de Annabelle RICHARD, Attorney at Law - Avocats à la Cour, et Jacques Mandrillon, Avocat à la Cour, Département TMT du Cabinet Ichay & Mullenex Avocats.

Le cabinet Ichay & Mullenex Avocats est spécialisé dans la gestion des problématiques juridiques liées à l'activité des entreprises de nouvelles technologies et de développement durable. Il conseille ainsi de nombreux acteurs du e-commerce, de l'informatique, des médias, des télécoms et de la recherche dans la gestion de leurs affaires au quotidien, pour leurs projets de croissance interne ou externe et leur développement à l'international. L'ensemble des avocats du cabinet Ichay & Mullenex Avocats a reçu une double formation en complétant leur formation française soit par une formation à l'étranger soit par une formation en école de commerce. Chacun d'entre eux est tourné vers la nouvelle économie et la mondialisation des échanges accompagnant leurs clients avec une vision pragmatique de la vie des affaires.

5, rue de Monceau 75008 Paris - France
Tel : +33 1 42 89 19 80
Fax : + 33 1 42 89 14 99
www.ichay-mullenex.fr